

Jeux olympiques (Paris 2024) - Eau de la Seine : les mauvais chiffres que les organisateurs des JO voulaient cacher

vendredi 9 août 2024, par [LINDGAARD Jade](#), [PASCARIELLO Pascale](#), [ROUGET Antton](#) (Date de rédaction antérieure : 7 août 2024).

Mediapart a pu récupérer les résultats des prélèvements dans la Seine depuis l'ouverture des Jeux olympiques. Ces données, que nous publions en intégralité, montrent que la qualité de l'eau n'était suffisante que deux jours sur dix.

Sommaire

- [La mairie se défait de ses \(...\)](#)
- [La plus grande discrétion \(...\)](#)

Contrairement au storytelling imposé par les organisateurs des Jeux olympiques (JO) et paralympiques (JOP), la qualité de la Seine est restée très largement insuffisante depuis le début de l'événement, d'après les résultats d'analyses officiels consultés par Mediapart. Ces données émanent des prélèvements effectués, chaque jour, par les équipes d'Eau de Paris, laboratoire rattaché à la mairie de Paris. Elles sont transmises au Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques (Cojop), qui contrôle leur communication.

Dans un souci de transparence s'agissant d'un sujet de santé publique majeur, Mediapart a décidé de publier en intégralité les résultats d'analyses que nous avons pu récupérer. Ils font apparaître que la qualité de la Seine n'était suffisante pour la baignade olympique que 20 % du temps depuis le lancement des JO, le 26 juillet. Ce taux descend même à 10 % si l'on applique aux résultats des prélèvements réalisés les critères exigés pour la baignade « grand public », que les autorités souhaitent ouvrir à l'été 2025 en « héritage » des Jeux après avoir investi 1,4 milliard d'euros d'argent public dans ce projet.

Dans le détail (*lire la méthodologie en boîte noire*), les résultats montrent en effet que sur une période de dix jours s'étalant du 27 juillet au 5 août, les niveaux de qualité des eaux fixés par la World Triathlon - Fédération internationale de triathlon - (seuils qui sont plus élevés que pour le grand public) n'ont été respectés que deux jours, les 30 et 31 juillet. Tout le reste du temps, les résultats ont dépassé les exigences de la fédération, qu'il s'agisse de contamination en *Escherichia coli* (*E. coli*) ou en entérocoques intestinaux, les deux bactéries testées quotidiennement sur quatre points de prélèvement.

© *Photomontage Mediapart avec l'AFP*

Ces résultats expliquent pourquoi tous les entraînements de triathlon ont été reportés, provoquant le

mécontentement de certains athlètes (*lire en encadré*). Ces derniers ont nagé dans une eau trop polluée le 5 août lors de l'épreuve de relais mixte. Quelques jours plus tôt, mercredi 31 juillet, les niveaux étaient retombés sous les seuils exigés pour les épreuves individuelles femmes et hommes (après un premier report pour cause de pollution).

Ces résultats s'expliquent par le mauvais état des réseaux d'assainissement en amont de Paris, plombé par de nombreux problèmes de raccordements (*lire [notre enquête](#)*), ainsi que des fuites non réparées dans les égouts de la capitale. Sans oublier les pollutions ponctuelles.

S'y ajoutent des problèmes plus conjoncturels, liés à la météo très pluvieuse de cet été. Non seulement cette pluie a favorisé les déversements d'eau sale en Seine, mais elle a, en plus, gonflé le débit du fleuve, qui approche les 300 mètres cubes par seconde, presque le double de son niveau habituel. Résultat : les bactéries s'y déplacent plus vite et ont de ce fait moins de temps pour se dégrader sous l'effet des UV du Soleil et des organismes qui les ingèrent.

Les analyses montrent enfin que, si les ouvrages réalisés ces dernières années (notamment la construction du grand bassin d'Austerlitz, mis en service en juin pour stocker une partie des eaux usées et pluviales lors des fortes précipitations) ont permis d'améliorer la qualité de la Seine, les efforts déployés demeurent à ce jour insuffisants pour permettre la baignade.

Interrogée par Mediapart, la mairie de Paris ne nous a pas répondu sur les leçons qu'elle tire de ces résultats, alors même que la maire, Anne Hidalgo, tout comme la ministre des sports, Amélie Oudéa-Castéra, ont multiplié les interviews, ces derniers jours, pour affirmer que le pari de la baignade dans la Seine avait été « tenu ». « *Nous avons réussi en quatre ans l'impossible depuis cent ans* », s'est également félicité Emmanuel Macron, sur le réseau social X.

Du côté du Cojop, le service presse conteste notre interprétation des résultats d'analyses sur un seul point : la journée du 5 août, jour du relais mixte de triathlon. À cette date-là, les équipes d'Eau de Paris ont mesuré 436 unités formant colonie (UFC) par 100 millilitres (ml) d'entérocoques sur l'un des quatre points de prélèvement, celui du port du Gros-Caillou. Or, nuance le Cojop, ce résultat « *flirte avec la limite* » (fixée à 400 UFC/100 ml par la fédération internationale) et « *est situé en dehors du parcours du triathlon* ». En réalité, il se trouve juste à côté.

La mairie se défait de ses obligations de communication

Si un compte rendu quotidien a été effectué par la fédération internationale auprès des représentants des équipes, la communication publique des données sur la qualité des eaux de la Seine n'aura jamais été aussi opaque que depuis le début des JO. Depuis le 24 juillet, la mairie de Paris a suspendu la parution de son « bulletin hebdomadaire » de mesures d'*E. coli* et d'entérocoques intestinaux [sur son site](#), et un véritable verrouillage de l'information s'est mis en place.

Désormais, tout passe par le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques. « *Pendant la période des Jeux, seuls les organisateurs sont autorisés à communiquer sur les données des qualités de l'eau* », explique la mairie de Paris. Elle reste pourtant, en droit, l'autorité publique responsable de la baignabilité du fleuve. Mais elle s'est défaite de ses obligations d'information du public au profit du comité, qui se retrouve donc avec une triple casquette : organisateur des JOP, détenteur exclusif des résultats des prélèvements dans la Seine, et diffuseur exclusif de ces informations. Aux fédérations sportives d'abord, aux médias ensuite, mais au compte-goutte - Mediapart ne compte plus le nombre de ses demandes auprès de Paris 2024 sur le sujet.

« Il n’y a pas d’appropriation des résultats par les organisateurs », se défend la municipalité : « La ville leur réserve l’exclusivité dans la communication dans la mesure où ce sont les organisateurs qui prennent la décision finale d’autoriser ou non la tenue des épreuves. »

Mais qui décide vraiment ? « C’est in fine l’organisateur qui décide lui-même le jour de la manifestation si les conditions sont réunies pour que celle-ci ait lieu, selon plusieurs critères dont celui de la qualité de l’eau, mais également les conditions météorologiques par exemple », explique la préfecture de la région Île-de-France.

Pourtant, le 5 août, jour de l’épreuve maintenue de triathlon mixte dans la Seine, alors que la pollution en *E. coli* dépasse le seuil de référence, le Cojop se fend d’un communiqué expliquant que « la décision de tenir les épreuves est prise par la fédération internationale World Triathlon ». Sollicitée par Mediapart, celle-ci n’avait pas répondu au moment de publier cet article.

Des athlètes très remontés contre Paris 2024

Avant même la fin des JO, et malgré leur suivi médical sérieux, plusieurs athlètes étrangers ont sévèrement critiqué l’entêtement des autorités à vouloir organiser les épreuves dans la Seine. [Dans Marca](#), l’Espagnole Anna Godoy a estimé que « la fédération internationale s’est un peu moquée [des triathlètes] ». Sa compatriote Miriam Casillas a considéré que les organisateurs « n’ont pas du tout pensé aux athlètes ». « Ils ont pensé davantage à l’image et à vendre le fait de pouvoir se baigner dans la Seine. Rien n’a été pensé pour la santé des athlètes », a pointé cette médecin de formation. L’absence de « plan B » a aussi été dénoncée par l’entraîneur de l’équipe masculine, [toujours dans Marca](#).

Du côté de la Belgique, qui n’a pas participé au relais mixte à cause d’une athlète tombée malade (sans lien avéré avec la pollution de la Seine), son comité olympique ainsi que sa fédération de triathlon ont publié un communiqué souhaitant que « les leçons [soient] tirées pour les prochaines compétitions de triathlon aux Jeux olympiques ». « Nous pensons ici à la garantie des jours d’entraînement, des jours de compétition et du format des compétitions qui doivent être clarifiés à l’avance et faire en sorte qu’il n’y ait pas d’incertitude pour les athlètes, l’entourage et les supporters », ont expliqué les deux instances. La triathlète Jolien Vermeylen avait aussi confié au *Soir* avoir « vu et senti des choses auxquelles on ne devrait pas trop penser ». Son coéquipier Marten Van Riel [a lui aussi critiqué](#) les changements de programme permanents : « Si la priorité était la santé des athlètes, cette compétition aurait été déplacée sur un autre site il y a bien longtemps. »

Le 6 août, le comité renvoie à la fédération aquatique internationale, World Aquatics, la responsabilité du report d’une séance d’entraînement pour l’épreuve de nage libre dans la Seine le jour même, en raison des mauvais résultats de pollution. Quant au Cojop, il renvoie parfois vers la ville : « La baignabilité de la Seine, c’est surtout la ville de Paris car c’est eux qui réalisent les tests. » Bref, la chaîne des responsabilités n’est pas claire.

À cette confusion des rôles, s’ajoute une opacité renforcée par le système municipal parisien. La capitale dispose d’une régie municipale de l’eau, Eau de Paris, une décision emblématique de la gauche quand elle a pris les clefs de la ville en 2001, pour sortir sa gestion de l’emprise du privé.

Cette extension du domaine public a pour corollaire l’imbrication des services et des expertises : Eau de Paris, qui fournit l’eau potable à Paris, est présidé par un maire adjoint, Dan Lert, chargé de la transition écologique, du plan climat, de l’eau et de l’énergie. Élu écologiste dans le XIX^e, c’est un allié et un membre de la majorité d’Anne Hidalgo.

Quand la maire se baigne dans la Seine le 17 juillet, il plonge également et se fait photographier en combishort à côté de l'édile. Il tweete : « *Aujourd'hui, nous nous sommes baignés dans la Seine avec Anne Hidalgo. C'est un rêve de gosse qui se réalise.* » Quelques jours plus tard, [on apprenait](#) que la qualité des eaux était insuffisante pour se baigner ce jour-là.

Ce sont pourtant bien les laboratoires d'Eau de Paris qui prélèvent et analysent l'eau de la Seine. Ils sont animés par des ingénieurs et des scientifiques dont la compétence est reconnue et dont certains publient dans des revues internationales à comité de lecture. Mais depuis l'ouverture des JO, l'établissement n'ose répondre à aucune question sur l'état du fleuve, renvoyant directement vers son autorité politique de tutelle, la ville, qui « *traite des sujets liés à la qualité d'eau de la Seine* ».

Les personnels ont reçu la consigne de ne pas répondre aux questions des journalistes. La centralisation de la communication par Paris 2024 invisibilise complètement leur travail, alors que, chaque nuit, des personnes se lèvent pour prélever l'eau à analyser. Un chercheur confie garder sa liberté de travail « *car [ils] se bat[tent] pour la garder* ».

La plus grande discrétion est demandée

Quant aux salarié·es du service d'assainissement de la ville, ils ont reçu un mail leur demandant « *la plus grande discrétion* » lorsqu'ils échangent « *sur ces sujets* », y compris « *dans la sphère personnelle* ». La demande de leur hiérarchie leur est parvenue à la suite de la publication au mois d'avril par l'ONG Surfrider de mesures qu'elle avait réalisées dans la Seine indiquant une eau trop sale pour être baignable.

À cette période, il avait déjà été décidé de ne confier les prélèvements qu'au seul opérateur Eau de Paris, lequel garde ainsi la main sur le contrôle des données. Un choix tout sauf évident qui fut arbitré par la préfecture de région après l'annulation de la partie baignade pendant le « test event » à l'été 2023. Lors du retour d'expérience (« retex ») sur ce premier fiasco, les équipes du Siaap (syndicat intercommunal qui gère le traitement des eaux usées) avaient notamment proposé leurs services pour répartir les regards. Mais cette option fut écartée, et le dispositif fut même encore plus resserré qu'auparavant.

Prestataire de la ville lors de ce « test event », le laboratoire privé Fluidion, qui dispose d'un contrat-cadre avec la municipalité, a ainsi été écarté des sous-traitants pour les Jeux, après avoir alerté sur les niveaux de pollution et pointé les limites des prélèvements effectués par Eau de Paris. « *En 2023, nous avons prévenu sur la présence d'une quantité très importante et assez variable de bactéries présentes sur des particules fécales. Ils étaient au courant, et ils ont fait leur choix en conscience* », déplore son président-directeur général, Dan Angelescu.

Le fondateur de Fluidion, qui continue de travailler avec la mairie pour la zone de baignade du bassin de la Villette (où les enjeux de pollution sont bien moindres), regrette que, tandis que « *les Jeux olympiques sont extraordinaires, peut-être les plus beaux de l'histoire* », il y ait « *dans les discours actuels sur la pollution de la Seine un peu trop de volonté politique et trop peu de science* ». Tout en étant conscient de l'énorme pression générée par ce sujet : « *Comment aurais-je réagi à la place des organisateurs des Jeux ? Je ne peux pas le dire, je conçois que c'est difficile de rester objectif dans ce contexte* », estime le patron du laboratoire, [qui publie ses propres résultats en « open source »](#).

D'après plusieurs experts en pollution des eaux, le rôle des bactéries *E. coli* et entérocoques ne saurait être surestimé. En plus des problèmes de santé qu'elles peuvent provoquer (notamment au

niveau intestinal), leur concentration représente aussi un marqueur quant à la présence dans l'eau d'autres agents pathogènes. Or, dans la Seine, on trouve de tout : des virus, des parasites, des bactéries.

Lors [d'un colloque](#) sur la baignabilité de la Seine en juin, l'hydrologue Laurent Moulin, responsable du département R&D (recherche et développement) d'Eau de Paris, expliquait ainsi qu'il existe un risque de « *réelles infections* » dues à la présence de [norovirus](#), d'origine humaine, qui sont la principale cause de gastroentérites aiguës. Ces derniers sont familiers des passagers des grands bateaux de croisière, des consommateurs d'huîtres ou encore des résidents en Ehpad. Leur impact peut être beaucoup plus grave chez une personne âgée, ou chez des personnes dont le système immunitaire est affaibli. Or ils ne font pas l'objet aujourd'hui d'un suivi spécifique dans la Seine, où ils s'additionnent aux autres polluants d'origine chimique (résidus de pesticide, métaux lourds, etc.).

« Pour les Jeux olympiques, ce n'est pas un problème. Les athlètes sont jeunes et en bonne santé, analyse un spécialiste ayant requis l'anonymat. Mais ensuite, qu'est-ce qui va se passer quand la baignade sera ouverte au grand public ? »

Jade Lindgaard, Pascale Pascariello et Antton Rouget

Boîte noire

Nous publions les résultats d'analyses détaillés [dans cet article](#).

Les laboratoires d'Eau de Paris analysent chaque jour la présence de deux bactéries, les *E. coli* et les entérocoques. Selon les critères de la fédération internationale de triathlon, la qualité de l'eau est classée comme mauvaise si les concentrations en *E. coli* sont supérieures à 1 000 UFC/100 ml ou celles en entérocoques supérieures à 400 UFC/100 ml. Pour la baignade « grand public », la qualité est jugée suffisante sous 900 (pour *E. coli*) et 330 (pour les entérocoques), selon les seuils fixés par l'agence régionale de santé.

Dans le détail, les résultats montrent :

- 5 août 2024 : 436 UFC/100 ml d'entérocoques sur le point de prélèvement du port du Gros-Caillou.
- 4 août : 1 553 UFC/100 ml d'*E. Coli* sur le point de prélèvement du pont Alexandre-III.
- 3 août : 1 300 UFC/100 ml d'*E. Coli* au port du Gros-Caillou, et 816 UFC/100 ml au pont Alexandre-III.
- 2 août : Plus de 2 420 UFC/100 ml d'*E. Coli* au pont Alma et au pont Alexandre-III, entre autres.
- 1^{er} août : 1 414 UFC/100 ml d'entérocoques au port du Gros-Caillou.
- 31 juillet : les résultats sont bons.
- 30 juillet : les résultats sont bons, mais le résultat au pont Alexandre-III (397 UFC/100 ml d'entérocoques) est au-dessus baignade « grand public ».
- 29 juillet : 1 986 UFC/100 ml d'*E. Coli* au pont des Invalides.
- 28 juillet : 1 733 UFC/100 ml d'*E. Coli* au pont de l'Alma.
- 27 juillet : Toutes les courbes (*E. Coli* et entérocoques) sont au-dessus, sur tous les points de prélèvements.

Interviewé mardi 6 août, le patron du laboratoire Fluidion, Dan Angelescu, a relu ses propos avant publication. Considérant que les méthodes traditionnelles de prélèvements ne permettent pas de mesurer suffisamment précisément les niveaux de bactéries contenues dans les matières fécales (ce qui est une problématique importante dans la Seine), il a développé sa propre technique. Tous les

résultats de prélèvements de Fluidion (méthode classique et nouvelle méthode) [sont disponibles en accès libre](#).

P.-S.

- MEDIAPART. 7 août 2024 à 19h04 :
<https://www.mediapart.fr/journal/france/070824/eau-de-la-seine-les-mauvais-chiffres-que-les-organismes-des-jo-voulaient-cacher>

Les articles de Jade Lindgaard sur Mediapart :
<https://www.mediapart.fr/biographie/jade-lindgaard>

Les articles de Pascale Pascariello sur Mediapart :
<https://www.mediapart.fr/biographie/pascale-pascariello>

- *Les articles d'Antton Rouget sur Mediapart :*
<https://www.mediapart.fr/biographie/antton-rouget>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>

- Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez vous connecter au site frenchleaks.fr.